



Marché du travail au Québec : Entre rétablissement et appréhension

Institut du Québec

10 décembre 2020

En bref

Amorcée depuis la levée du premier confinement en juin dernier, la relance de l'emploi au Québec a toutefois ralenti depuis quelques mois. Les restrictions sanitaires mises en place en octobre ont été maintenues, et dans certains cas renforcées, atténuant ainsi la reprise observée au cours de l'été.

Néanmoins, avec une création nette de **15 700 emplois**, presque en totalité à temps plein, le Québec a récupéré près de **97,5 %** du niveau d'emploi enregistré en février dernier.

- Les Québécois de 25-54 ans réintègrent le marché du travail. Avec près de 19 000 personnes de plus à l'emploi ou en recherche d'emploi, le taux d'activité s'est accru pour surpasser le niveau observé avant la crise. Pour la première fois depuis que ces statistiques sont compilées (1976), la population active de cette tranche d'âge au Québec a dépassé la barre des 3 millions de personnes ;
- Avec une augmentation de 5 % en un mois, le secteur public compte désormais plus d'employés qu'avant la crise. Le secteur privé a, quant à lui, récupéré 95 % des emplois d'avant la crise ;
- La part des chômeurs de longue durée (27 semaines et plus) augmente et représente en novembre un chômeur sur cinq, ce qui suppose que la crise devient chronique pour certains d'entre eux ;
- Le secteur de l'hébergement et de la restauration demeure le plus affecté par la deuxième vague : plus de 9 000 emplois y ont été perdus en novembre ;
- Le nombre de jeunes qui ne sont ni à l'emploi ni aux études s'avère plus élevé qu'avant la pandémie.

Contexte

Plusieurs régions du Québec, désignées zones rouges, se sont récemment vues imposer une prolongation jusqu'au 11 janvier 2021 de mesures sanitaires plus strictes qu'elles observent déjà depuis octobre dernier. Ainsi, la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 qu'affronte la province s'étire, de même que les mesures sanitaires mises en place pour la contrer. Ces restrictions sont peut-être moins intenses qu'au printemps dernier, mais elles dureront plus longtemps. Selon les données compilées par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)¹, le nombre de cas confirmés de COVID-19 au Québec est en augmentation depuis la mi-novembre.

Les données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada nous permettent de prendre le pouls du marché du travail sur une base mensuelle. L'Institut du Québec (IDQ) analyse déjà le marché du travail par son *Indice de l'emploi IDQ*, dont l'objectif est de saisir les mouvements annuels de l'emploi au Québec sans être soumis aux variations mensuelles. Or, face aux déviations importantes de court terme par rapport aux moyennes historiques, une analyse basée sur un an ne s'avère pas suffisante pour saisir les tendances qui se profilent en période de crise.

Ce rapport, présente l'état de la situation du marché du travail pour la semaine du 8 au 14 novembre 2020.

Portrait général

Afin de donner un aperçu général de l'état de santé du marché du travail au Québec, nous avons retenu trois indicateurs² : le taux de chômage, le taux d'activité et le taux d'emploi des personnes âgées de 25 à 54 ans. Comme ce groupe représente près des deux tiers des personnes à l'emploi au Québec et constitue le principal bassin de main-d'œuvre, nous en avons privilégié l'analyse afin de mieux cerner les tendances en cours.

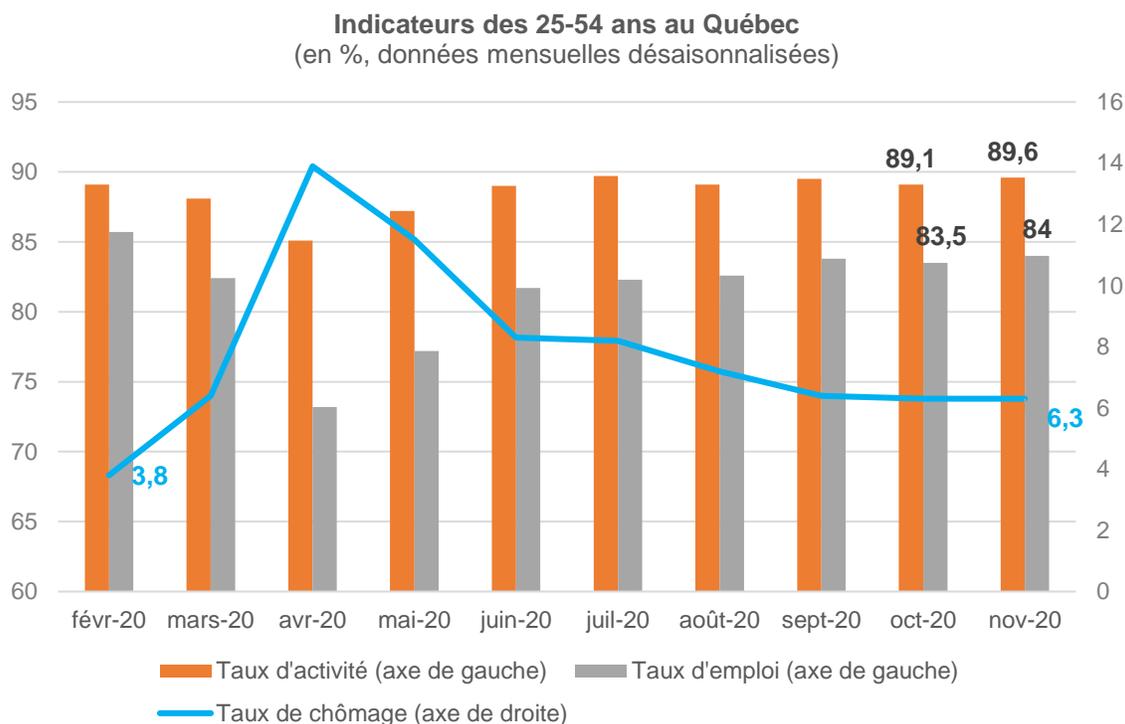
Il en ressort que **le taux d'activité des 25-54 ans s'est légèrement accru** au cours du mois dernier pour atteindre **89,6 %** (89,1 % en octobre), ce qui représente un niveau similaire à ce que l'on pouvait observer avant la crise. Ce constat indique que les travailleurs sont retournés sur le marché du travail pour occuper un emploi ou en chercher un. D'ailleurs, **le taux d'emploi des 25-54 ans a aussi légèrement augmenté en novembre pour se situer à 84,0 %** (83,5 % en octobre).

Toutefois, **le taux de chômage des 25 à 54 ans est resté inchangé** par rapport à octobre (**6,3 %**). Après avoir connu une baisse entre les mois de juin et septembre, le taux de chômage semble donc se stabiliser à un niveau substantiellement supérieur à ce qui était observé avant la crise (3,8 %).

¹ Voir le site qui présente les données extraites quotidiennement : <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees>.

² Pour un portrait plus complet du marché du travail, référez-vous à notre publication mensuelle [Indice de l'emploi IDQ](#).

Graphique 1 : Le taux de chômage des travailleurs de 25 à 54 ans se stabilise à un niveau supérieur à ce qui était observé avant la crise



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

Les Québécois réintègrent le marché du travail

Au cours de novembre, le phénomène à noter pour les travailleurs âgés de 25 à 54 ans semble être **le retour à l'activité**. En effet, entre octobre et novembre, quelque **18 900 Québécois** sont soit retournés au travail ou ont cherché un emploi.

Les gains d'emplois ont surtout été observés dans les postes à temps plein **(+13 200)**.

Un autre indicateur permet de mesurer les effets particuliers de la COVID-19 sur le marché du travail : le **taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre**.

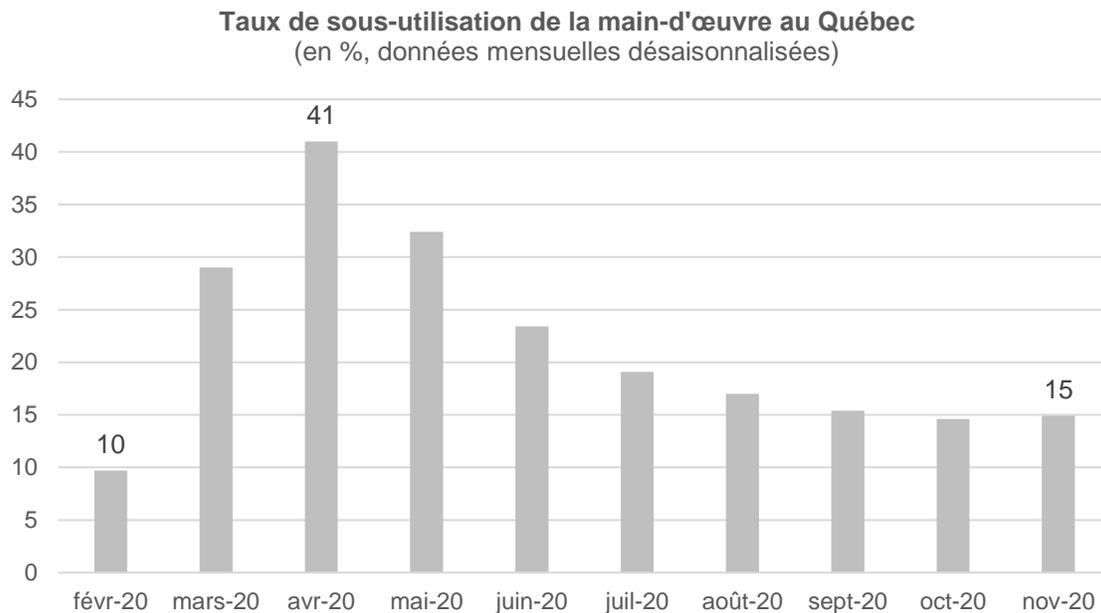
Définition du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre

Ce taux cumule le nombre de chômeurs, de personnes inactives qui voulaient travailler mais qui n'ont pas cherché d'emploi, et celles qui sont demeurées en emploi mais qui ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles pour des raisons probablement liées à la COVID-19, en proportion de la population active potentielle.

Dans un tel contexte, la population active potentielle regroupe les personnes actives (les personnes à l'emploi et les chômeurs) ainsi que les personnes inactives qui voulaient travailler mais qui n'ont pas cherché de travail (par exemple, parce qu'elles attendaient d'être rappelées par leur ancien employeur ou espéraient une réponse de sa part, croyaient qu'il n'y avait pas de travail pour elles, ou détenaient un emploi à long terme qui devait reprendre à une date ultérieure).

Après avoir atteint un sommet de **41 %** en avril 2020, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a diminué au cours de l'été et de l'automne au Québec. Il s'est stabilisé à **15 % depuis octobre, soit 1,5 fois plus élevé qu'à l'aube de la crise en février dernier**.

Graphique 2 : Une partie de la main-d'œuvre potentielle demeure sous-utilisée

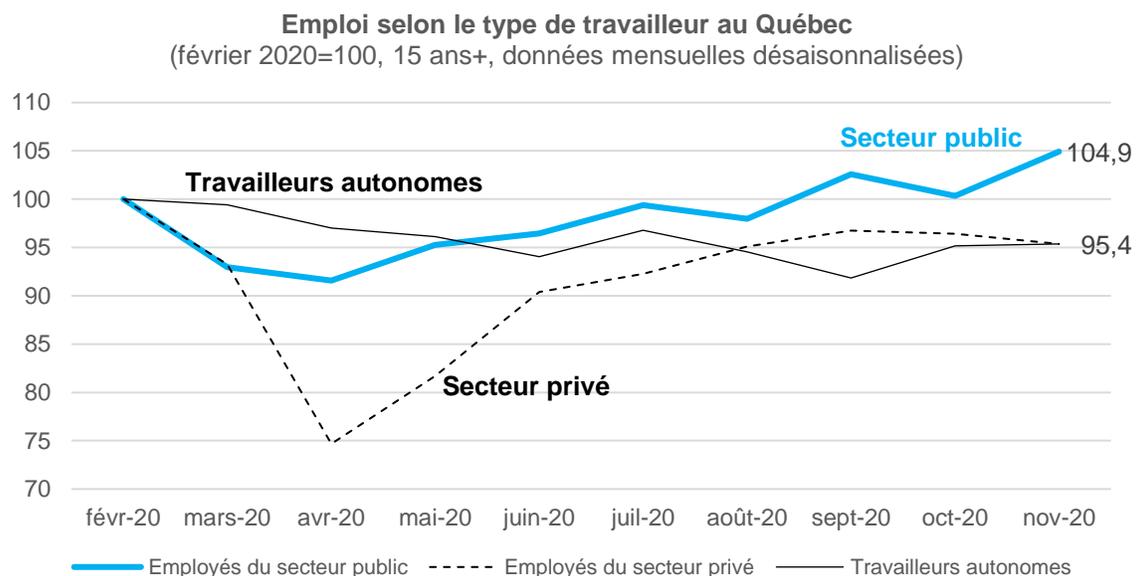


Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'Enquête sur la population active

Plus d'employés dans le secteur public qu'avant la crise

Le secteur public comptait **44 600 nouveaux employés (15 ans +) en novembre, une augmentation importante de 4,6 % en un mois**. Il y a donc maintenant plus d'employés dans le secteur public qu'en février 2020 (104,9 % du niveau d'emploi de février). En revanche, le **secteur privé et les travailleurs autonomes n'ont récupéré que 95,4 %** de leurs emplois depuis février 2020.

Graphique 3 : Le secteur public a achevé sa reprise et a contribué à créer de l'emploi

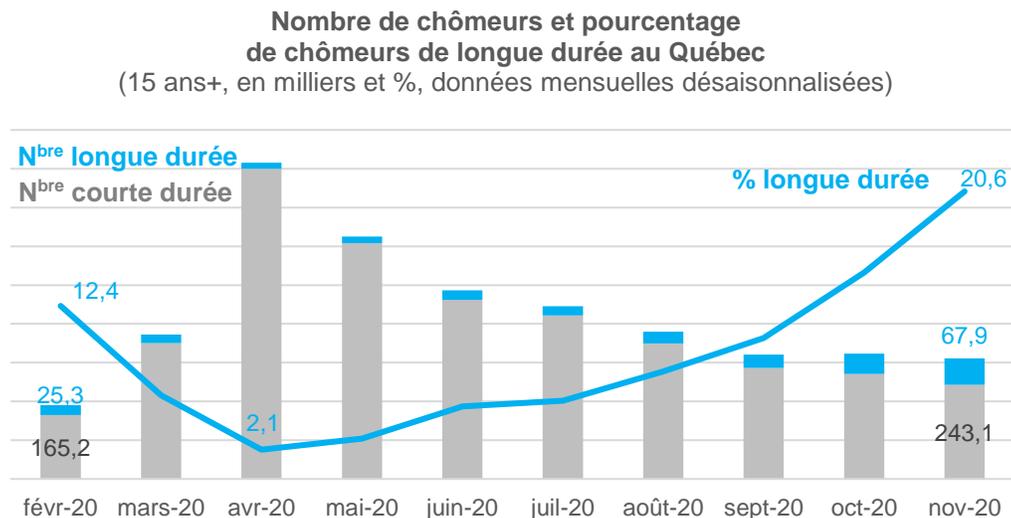


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0288-01

La part des chômeurs de longue durée augmente

Alors que le nombre de chômeurs se stabilise, la proportion d'entre eux qui se cherchent un emploi depuis 27 semaines consécutives ou plus³ s'accroît (**21 % en novembre**). Ces derniers sont d'ailleurs près de trois fois plus nombreux qu'en février dernier. Cette hausse observée au cours des trois derniers mois indique qu'il y a désormais plus de personnes issues de la population active qui entrent en période de chômage prolongée qu'il n'en sort. De plus, la détérioration de cet indicateur témoigne du fait que pour bon nombre de travailleurs, la crise de l'emploi pourrait devenir chronique. De plus, selon Statistique Canada⁴, plus de la moitié des chômeurs de longue durée au Canada ont déclaré « avoir de la difficulté à assumer [leurs] dépenses nécessaires ».

Graphique 4 : Pour beaucoup de chômeurs, la crise pourrait provoquer des dommages permanents



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0342-01

Industries

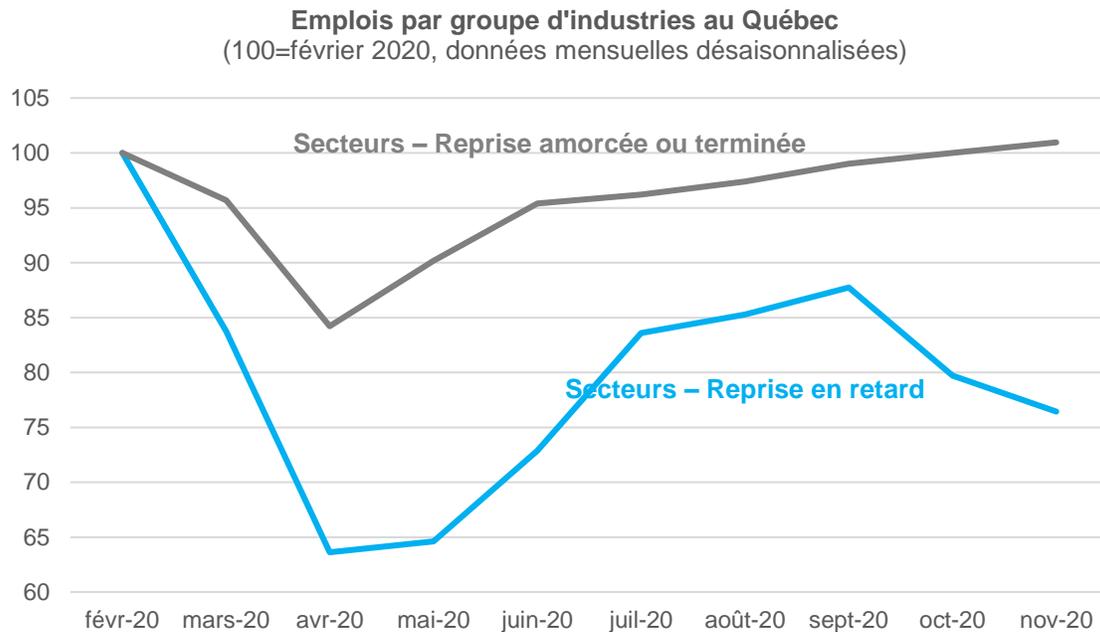
Dans son rapport intitulé *Marché du travail au Québec : Vers une reprise à deux vitesses* publié en novembre 2020, l'IDQ soulignait que trois industries étaient encore loin d'avoir récupéré leur niveau d'avant la crise: Hébergement et restauration, Information, culture et loisirs et, dans une moindre mesure, Autres services⁵. Après une reprise partielle entre mai et septembre, la croissance de l'emploi dans ces trois secteurs a ralenti, puis s'est arrêtée avec le deuxième confinement en octobre.

³ Cette définition correspond à celle du chômage de longue durée selon Statistique Canada.

⁴ Voir le *Quotidien* de Statistique Canada du 4 novembre dernier : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201204/dq201204a-fra.htm>

⁵ La catégorie « Autres services » comprend les services d'entretiens ménagers privés et les établissements qui ne figurent dans aucun autre secteur d'activité (réparation et entretien ; services personnels et services de blanchissage ; organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles) sauf les administrations publiques.

Graphique 5 : Le clivage s'accroît entre les secteurs (Services d'hébergement et de restauration; Information, culture et loisirs; Autres services, sauf les administrations publiques)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01

Le tableau 1 montre la part des emplois récupérés en novembre 2020 par rapport à la situation qui prévalait en février dernier, avant la pandémie, pour chaque industrie. Le rouge indique une reprise en retard (91 % et moins des emplois récupérés), le jaune souligne une reprise bien amorcée (entre 91 % et 100 % des emplois récupérés) et le vert illustre une reprise terminée (100 % et plus des emplois récupérés).

Tableau 1 : Une reprise très inégale selon les secteurs

Récupération des emplois par rapport à février 2020 (données mensuelles désaisonnalisées)	
Services d'hébergement et de restauration	65,9 %
Information, culture et loisirs	78,9 %
Autres services (sauf les administrations publiques)	89,6 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	94,0 %
Construction	94,5 %
Fabrication	96,3 %
Transport et entreposage	97,0 %
Administrations publiques	99,6 %
Finance, assurances, services immobiliers et de location	100,3 %
Services publics	100,8 %
Soins de santé et assistance sociale	101,2 %
Commerce de gros et de détail	101,5 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	102,0 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	105,4 %
Agriculture	109,0 %
Services d'enseignement	111,1 %
Emploi total, toutes les industries	97,5 %

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01

Le secteur de l'hébergement et de la restauration s'avère le plus touché par la deuxième vague de COVID-19. Bien que les restrictions sanitaires soient pour la plupart inchangées depuis le mois dernier, le secteur continue de perdre des travailleurs (**-9 200 en novembre**). Rappelons que le secteur avait déjà perdu 42 000 emplois entre septembre et octobre 2020.

Montréal et le reste du Québec

Le taux de chômage dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal – ce qui comprend notamment Laval et Longueuil – est demeuré inchangé (8,4 %) par rapport au mois précédent. Dans le reste de la province, le taux de chômage a diminué de presque un point de pourcentage, **passant de 6,9 % en octobre à 5,8 % en novembre 2020**.

Le reste de la province a ainsi poursuivi sa récupération par rapport au niveau d'emploi de février (**96 % en novembre contre 95 % en octobre**), tandis que la situation à Montréal n'a pas changé en novembre avec **99 %**).

Tableau 2 : Québec hors Montréal continue sa récupération, la situation à Montréal inchangée

Récupération des emplois par rapport à février 2020 (en milliers et %, données mensuelles désaisonnalisées)			
	Emplois, février 2020	Emplois, novembre 2020	% d'emplois totaux par rapport à février
Montréal	2 237,1	2 207,2	98,7 %
Québec hors Montréal	2 147,4	2 066,5	96,2 %
Québec	4 384,5	4 273,7	97,5 %

Sources : Statistique Canada, tableaux : 14-10-0287-01 et 14-10-0295-01

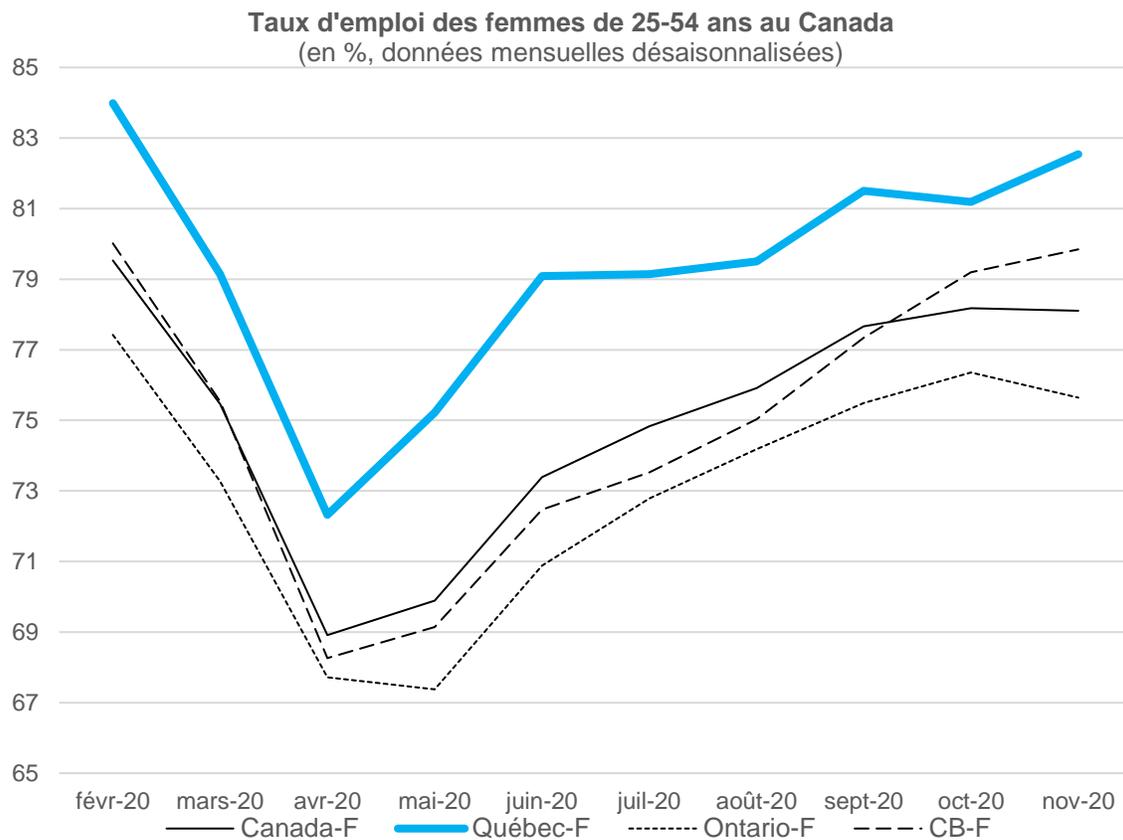
Les groupes les plus affectés

Certains groupes populationnels sont davantage susceptibles de subir les conséquences d'une crise économique. Ce n'est pas différent dans le cadre de la crise actuelle. En septembre et octobre 2020, nous avons souligné que les femmes, les personnes faiblement scolarisées, les immigrants reçus et les jeunes n'avaient pas encore retrouvé les niveaux d'emploi qui prévalaient avant la crise. Le constat, en période de deuxième confinement, demeure le même. Dans le cadre de cette analyse, nous allons nous concentrer sur le groupe des 25 à 54 ans ainsi que la situation des jeunes (15-24 ans), un groupe qui a été particulièrement frappé par la crise.

Les femmes

Avant la pandémie, les Québécoises étaient plus présentes sur le marché du travail que leurs homologues des autres grandes provinces et de l'ensemble du Canada (voir graphique 6). Elles continuent de bien performer depuis le creux atteint en avril, si bien que le taux d'emploi des femmes de 25-54 ans au Québec, qui a atteint 82,5 % en novembre, est le plus élevé au pays (*ex æquo* avec la Nouvelle-Écosse). De plus, il a augmenté entre octobre et novembre alors qu'un léger fléchissement s'est produit en Ontario et en Alberta notamment.

Graphique 6 : Les femmes québécoises continuent de se démarquer



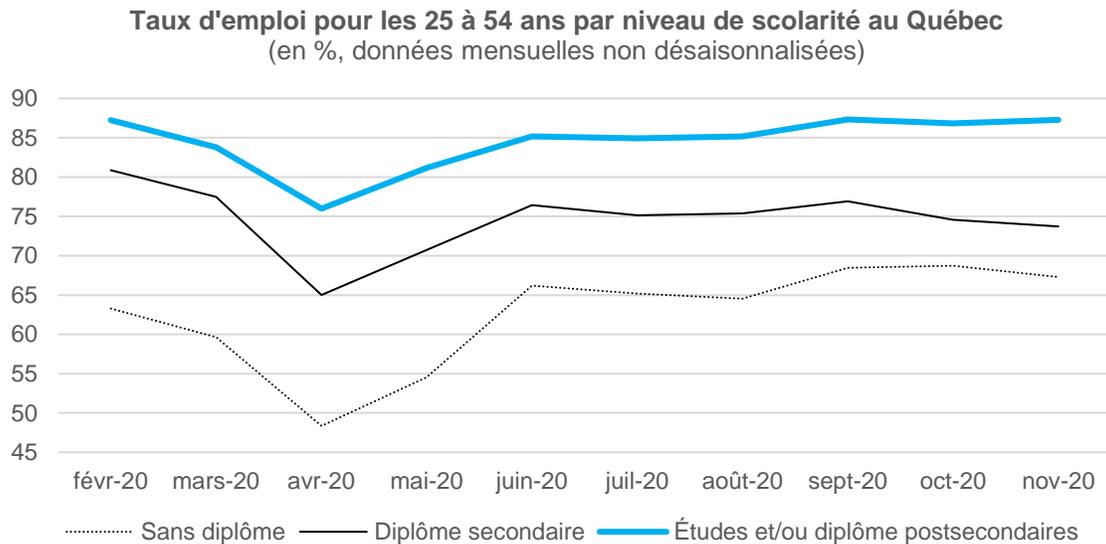
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

Par niveau de scolarité

Après un redressement du taux d'emploi des Québécois âgés de 24-54 ans qui ne détiennent pas de diplôme ou détenant seulement un diplôme d'études secondaires entre mai et septembre, ce taux a fléchi à nouveau (67,3 %) en novembre. Ces chiffres démontrent une fois de plus la vulnérabilité de ces travailleurs.

Le taux d'emploi des 25 à 54 ans qui détiennent un diplôme universitaire ou des études postsecondaires continue, quant à lui, d'augmenter et de s'approcher de son niveau observé avant la pandémie (87,3 %).

Graphique 7 : La situation des détenteurs de diplôme d'études secondaires demeure fragile



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0019-01

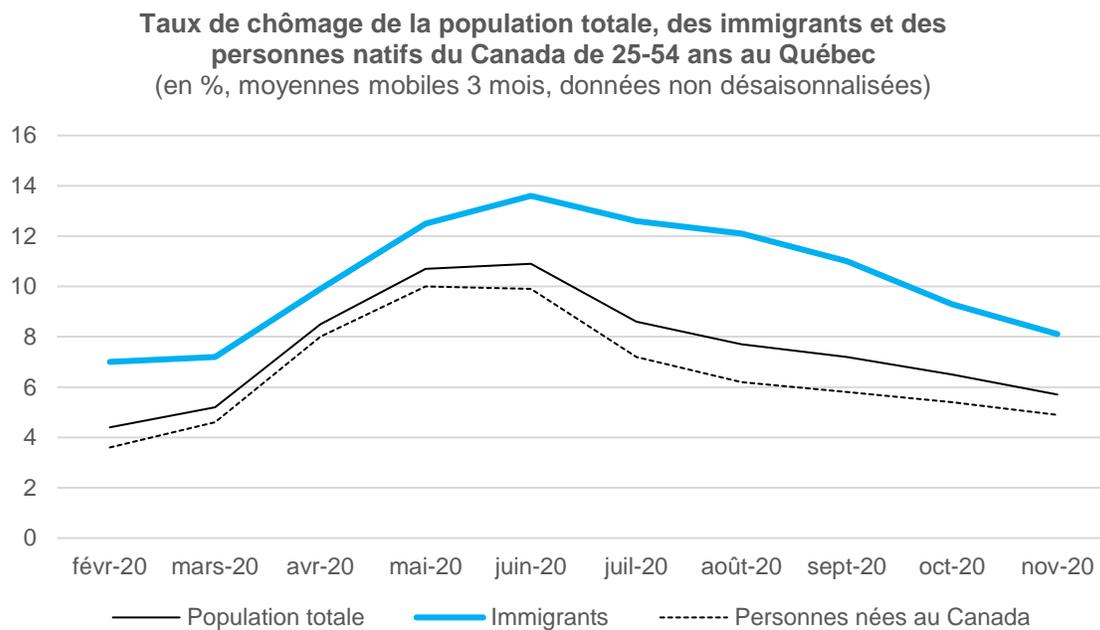
Immigrants

Historiquement, le taux de chômage des immigrants s'avère plus élevé que celui des personnes nées au Canada. Au cours des dernières années au Québec, cet écart s'était toutefois amoindri, en raison notamment de la rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs.

Ainsi, en novembre 2019, la différence entre le taux de chômage des 25-54 ans nés au Canada et celui des immigrants de ce même groupe d'âge se situait à 2,9 points de pourcentage (p.d.p.). Au cours de l'été 2020, cet écart s'est creusé (5,9 p.d.p.) alors que le taux de chômage des natifs diminuait et que celui des immigrants restait à des niveaux élevés. En novembre 2020, le taux de chômage des immigrants est cependant revenu sous la barre des 8,1 % (il était à 6,1 % en novembre 2019) et la différence entre les groupes a chuté à 3,2 points de pourcentage.

Toutefois, la prudence s'impose dans l'interprétation de ces données, considérant qu'elles ne sont pas corrigées pour la saisonnalité. De plus, le fait qu'il s'agisse de moyennes mobiles de trois mois pourrait traduire un certain retard dans la baisse du taux de chômage. D'où l'importance de surveiller la situation de près au cours des mois à venir.

Graphique 8 : Le chômage, plus persistant chez les immigrants que les personnes nées au Canada

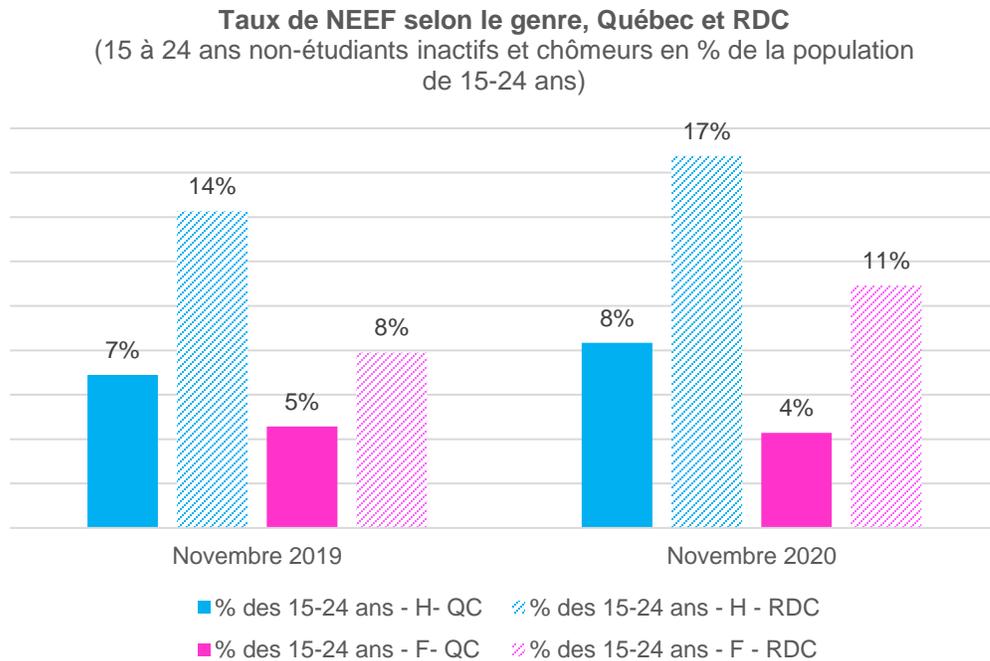


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01

Les jeunes

La proportion de jeunes Québécois et de Canadiens qui n'étaient ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF) s'est accrue avec la pandémie. En novembre 2020, cette réalité demeure toutefois moins présente au Québec (56 600 jeunes ou 6,4 % des 15-24 ans) que dans le reste du Canada (11,2 %). Cette situation s'est surtout aggravée pour les hommes alors que la prévalence de NEEF chez les jeunes Québécoises est demeurée stable⁶.

Graphique 9 : La prévalence de NEEF au Québec demeure plus faible qu'ailleurs au Canada



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0021-01

⁶ Il faut noter que ces estimations doivent être considérées avec précaution puisqu'elles sont faites sur de petits échantillons et sont non désaisonnalisées.